



Lettre d'information d'Universitaires Sans Frontières

Dans ce numéro, nous saluons l'ouverture de l'Institut Supérieur Africain des Technologies de l'Information et de la Connaissance de Douala (Cameroun) monté grâce à l'aide d'USF : cette école d'informatique se caractérise par l'importance accordée à l'entrepreneuriat et l'innovation.

Ensuite nous présenterons une association de chercheurs entre la France et la Colombie (COLIFRI), association avec laquelle nous sommes en négociation pour améliorer la formation professionnelle des chercheurs de ce pays.

Puis un petit résumé de la journée de réflexions stratégique fera l'analyse des retours d'expérience sur de nombreuses universités avec lesquelles nous travaillons. Enfin, un laboratoire du Togo cherche un laboratoire français en vue de monter un jumelage. Et pour terminer, nous relayons une annonce du GREF pour des postes en physique-chimie et philosophie en Nouvelle Calédonie.

Souhaitant bonne lecture. ■

Prof. Robert Laurini, président d'USF-AWB.

Ouverture de l'ISATIC, Douala (Cameroun)

Depuis près de 8 ans, USF a accompagné la maturation et la concrétisation du projet de création de l'Institut supérieur africain des technologies de l'information et de la connaissance. Plus précisément, le rôle d'USF a été, entre autres, de définir les filières de formation, l'organisation de la scolarité (régime permanent et transitoire, présentiel et distanciel), la formation à l'entrepreneuriat, à l'innovation, les liens avec les milieux économiques et enfin l'aide au recrutement.



Pour toute correspondance : Pr. Robert Laurini, Président d'USF-AWB, 20 Rue René, F - 69100 Lyon-Villeurbanne ; Email : Robert.Laurini@usf-awb.org. Site web : <http://www.usf-awb.org>. Association déclarée au JO de la République Française, le 2 janvier 2010, et reconnue d'Intérêt général.

Ce nouvel institut ouvrira dans quelques semaines avec des formations suivantes.

- En BTS : administrateur de Big Data Center, le Web design et l'informatique de gestion
- En licence : systèmes d'information, conception de réseaux de télécommunication, concepteur de big data center et l'e-santé.
- En Master : systèmes embarqués.

Voici le cœur de la lettre de Jean-Gervais Yoyomoutomé, promoteur et directeur général de l'ISATIC en date du 12 septembre 2020.



« Depuis 2012, date de démarrage des journées de réflexion annuelle sur la formation et l'employabilité des jeunes en Afrique, vous avez été d'un soutien en conseil et en assistance sans faille. Le projet de création de l'ISATIC, Institut Privé d'Enseignement Supérieur (IPES) de droit camerounais, est né de l'absence de l'esprit d'entrepreneuriat et d'innovation dans les universités et écoles africaines. Ainsi, tout étudiant de l'ISATIC est un potentiel porteur de projet.

L'ISATIC délivre des diplômes de niveaux BTS, Licence professionnelle et Master (puis Ingénieur).

Un tel projet nécessite des hommes d'expérience et une organisation avec connaissance et expérience en matière de création d'instituts et de conception de programme. C'est pour cela que l'USF a été d'une importance de premier plan.

C'est pour cela que, en tant que Directeur Général, je vous exprime toute ma gratitude ».

Mais le rôle d'USF ne s'arrête pas là. Un suivi sera mis en place, notamment pour les Masters, l'innovation et la recherche.

Pour davantage de renseignement : Institut.isatic@gmail.com et www.institut-isatic.org ■

La coopération franco-colombienne s'élève à un niveau jamais atteint

Les relations scientifiques et académiques entre la France et la Colombie sont anciennes et ont toujours montré un fort dynamisme. Ce dernier s'est toutefois fortement consolidé au cours de la dernière décennie. Traditionnellement, la coopération entre les deux pays a essentiellement porté sur la promotion linguistique et culturelle, le droit public et privé, ainsi que les sciences humaines et sociales. Dernièrement, de nouveaux domaines en faveur des récents engagements pris par les deux nations face à des défis communs tels que la paix, le changement climatique, le développement rural et urbain, la transformation numérique, l'innovation et la compétitivité, sont venus diversifier et donner un nouvel élan à cette coopération bilatérale.



La France est actuellement le 5^{ème} pays partenaire scientifique de la Colombie avec plus de 600 publications conjointes par an. Comme a pu récemment le souligner Elena ARNAL, Cheffe du pôle partenariats universitaires scientifiques, Amérique centrale et du Sud du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères – MEAE : « Le MEAE est très attaché à cette coopération Franco-Colombienne comme le témoigne ces dernières années le rapprochement des écosystèmes français et colombien en matière

d'enseignement supérieure et de recherche (...) Les assises franco-colombiennes qui ont eu lieu il y a un an, ont été l'occasion d'élever notre coopération scientifique et de structurer de façon plus solide tous nos réseaux: académiques, institutionnels, et également entrepreneuriaux à un niveau qui n'avait encore jamais été atteint avec la Colombie. ».



Ces assises organisées à Medellin en juin 2019 et qui ont notamment compté avec les participations de la Vice-Présidente colombienne, Mme Maria Lucia Ramirez, du prix Nobel français de physique, M. Serge Haroche, et de plus de 1200 acteurs des secteurs de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ont mis en exergue la dimension de cette relation bilatérale et la portée des actions de l'association Colombo-Française de Chercheurs – Colifri. Colifri née il y a près de 3 ans, est issue d'une initiative de l'Ambassade de France en Colombie dans le but de promouvoir et de consolider de manière interinstitutionnelle et interdisciplinaire des activités de recherche, de développement et d'innovation. Dans ce cadre, plus d'une centaine de chercheurs sont actuellement associés à l'organisation afin de formuler et mener à bien des projets bilatéraux dans divers domaines. Pour exemple, sur celui des énergies renouvelables, une équipe binationale composée d'experts appartenant à différentes institutions publiques et privées, développe actuellement un projet d'ampleur financé par le fonds de solidarité pour les projets innovants du MEAE, et qui porte sur l'étude et la mise en place de solutions énergétiques dans la ville de Puerto Carreño, capitale du département colombien du Vichada. Ce territoire caractérisé à l'heure actuelle par des indicateurs socio-économiques peu favorables, présente un faible dynamisme en comparaison à l'économie du pays. Dans ce contexte et par le biais d'activités de recherche appliquée, ce projet de Colifri a pour objectif de renforcer des chaînes de valeur locales (miel, noix de cajou, tourisme et pêche) afin d'accroître l'entrepreneuriat et l'associativité, d'améliorer l'accès à l'emploi et à l'éducation, de garantir la sécurité alimentaire et environnementale et

in fine de soutenir l'amélioration de la qualité de vie de milliers de personnes. Au travers de ce type de projets, Colifri démontre que la recherche et la coopération sont fondamentales pour le développement durable des territoires et des communautés. C'est ce que l'association cherche aujourd'hui à promouvoir et elle montre de grandes ambitions pour la mise en place d'actions à fort impact destinées à répondre à d'importants enjeux mondiaux.

Un partenariat entre COLIFRI et USF-AWB est en cours de négociation : le rôle d'USF-AWB tournera autour de la formation professionnelle des chercheurs

Pour tout renseignement : info@colifri.com – www.colifri.com. ■

Compte-rendu de la réunion stratégique du 1^o septembre

Le 1^o septembre 2020, dans le centre de formation de La Barge (Métropole de Lyon), s'est tenue une réunion stratégique d'USF-AWB regroupant 9 membres (et 9 autres excusés pour diverses raisons). L'objectif était surtout d'effectuer un debriefing des activités depuis 10 ans notamment en Afrique.

Au début, le président a fait un rapide historique et donne quelques chiffres. Nous comptons actuellement 135 sollicitations ayant impliqué 20 missions (hormis celles de prospection) et 16 conventions ont été signées avec des universités ou des écoles, sans compter celles avec d'autres ONG. 41 bulletins d'information ont été envoyés en français et anglais, et plus récemment, 3 en espagnol. Au total, le nombre de destinataires de nos bulletins et de nos appels à collaboration atteint 9800. Rappelons qu'en juin dernier, USF-AWB a été reconnue d'intérêt général.

Ensuite, est analysée la situation de chacun des pays où nous sommes intervenus : Burkina-Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée (Conakry), Mali, Sénégal, et Togo. Ces activités vont du simple cours de Master, au montage de Master, à l'organisation de laboratoires et d'écoles doctorales, jusqu'à l'assistance au montage de facultés et d'écoles d'ingénieurs ou de commerce.

Une stratégie plus efficace pour répondre aux attentes

Plus qu'un simple bilan des coopérations signées, la réunion a permis d'établir une stratégie plus efficace des actions de

coopération engagées avec les établissements d'enseignement supérieur africain. Les échanges établis avec les universités africaines préalablement à cette réunion ont relancé de nouveaux axes de coopération. Il est indispensable que soient associés aux accords de coopération des objectifs et des plans d'actions. C'est dorénavant sur ces bases que se font les coopérations mutuelles.



C'est dans les coopérations engagées ensemble à moyen terme qu'il est possible de mesurer l'efficacité des programmes mis en place. La priorité sera donc donnée aux appuis à la recherche, au montage de Masters, aux dispositions et processus permettant progressivement de faciliter l'employabilité des étudiants. Quand c'est possible, les démarches engagées dans le cadre d'appels à projets facilitent la mise en place de ces dispositifs.

Une répartition des responsabilités dans le suivi des projets africains a été également décidée. Elle permettra d'établir des liens plus directs entre les coordonnateurs USF de projets et les responsables d'universités en Afrique. C'est d'autant plus nécessaire aujourd'hui que le nombre d'universités africaines engagées dans des coopérations avec USF a considérablement augmenté ces derniers mois.

Puis ont été analysés les résultats des mécanismes pour le jumelage et le parrainage de laboratoires.

Il en ressort que les négociations sont longues, parfois une année ou plus pour un cours d'une semaine. Généralement les rapports avec les ambassades de France sont excellents. L'ouverture sur l'Amérique latine décidée lors de la dernière AG commence à porter ses fruits : des collaborations se font jour avec le Nicaragua, la Colombie, l'Equateur et le Pérou.

Décisions

Une réorganisation a été effectuée au niveau des coordonnateurs en précisant mieux les procédures.

Il a été décidé de mettre sur le site web (<http://www.usf-awb.org>) la liste des prestations offertes, à savoir notamment : Cours spécialisés de Master, Montage de Master, Création de centres ou de laboratoires de recherche, Formation des doctorants et des chercheurs, Montage d'école doctorale, Parrainage de laboratoire, Jumelage de laboratoires, Montage d'écoles d'ingénieurs, Formation internationale des ingénieurs, Employabilité des étudiants et Renforcement des liens avec les industries et le monde économique.

Il a été de plus décidé de refaire une telle réunion l'an prochain.

Pour plus de détails, contacter Robert Laurini <Robert.Laurini@usf-awb.org> ■

Présentation du laboratoire LAMPES de l'Université de Lomé - Togo

Ce laboratoire du Togo recherche un laboratoire français en vue de jumelage.

L'idée de créer une structure interdisciplinaire de recherche sur les dynamiques et les mutations de nos sociétés dans leurs divers aspects est née de l'entrée de l'Université de Lomé dans le système LMD et de l'importance accordée désormais à la recherche dans cette institution. C'est ainsi que l'équipe de recherche en philosophie politique et du droit, sous l'impulsion du Professeur Octave Nicoué BROOHM, sera mise en place et commencera ses activités en 2012.



Trois ans plus tard et en collaboration avec d'autres collègues de diverses disciplines, cette équipe de recherche sera transformée en un laboratoire. Le Laboratoire d'Analyse des Mutations Politico-Juridiques, Économiques et Sociales (LAMPES) est un laboratoire de recherche interdisciplinaire rattaché à la Faculté des Sciences de l'Homme et de la

Société (FSHS). Il mène des recherches sur les enjeux et les défis contemporains de l'évolution de nos sociétés. Le Laboratoire est ancré résolument dans l'interdisciplinarité qui apparaît de nos jours comme la manière la plus efficace de comprendre les problèmes et les défis contemporains. Le laboratoire accueille les chercheurs venant de la philosophie, du droit, de la sociologie, de l'anthropologie, des sciences politiques, des sciences économiques, des sciences de l'éducation, etc.

La recherche au sein du laboratoire se fait à travers trois axes majeurs :

- Les enjeux contemporains de l'État-nation
- Identité, Ethnicité, cohabitation, conflit, justice, droits de l'homme et paix en Afrique.
- Économie, société et développement

LAMPES dispose d'un organe de diffusion et de valorisation des résultats de la recherche : il s'agit de la Revue Échanges. Débutée en 2012, la Revue Échanges publie deux numéros par an (un numéro thématique en juin et un numéro libre en décembre). Le quinzième numéro est en préparation pour décembre 2020. Elle publie un numéro spécial en août 2020 sur la pandémie COVID-19. C'est une revue à comité international scientifique et de lecture.

Un Master de Philosophie politique et du droit est adossé au laboratoire

Le laboratoire est composé d'une dizaine d'enseignants chercheurs et d'une dizaine de doctorants.

Adresse du laboratoire

Laboratoire LAMPES
Université de Lomé
01 BP 1515 Lomé-Togo
Bureau : 008/LABO
Annexe campus sud (Lycée de Tokoin), anciens bureaux de la Présidence de l'Université
Tel (00228) 90063972 / 90142268
Mail : lampes.ul@gmail.com
Site : www.lampes-ul.net. ■

Appel à candidatures pour des missions longues (du 15 février au 15 novembre 2021, voire seulement cinq mois), en Nouvelle Calédonie

Comme chaque année notre partenaire le GREF (GRoupement Educateurs sans Frontières) nous sollicite pour diffuser l'information ci-dessous portée par l'Association Jules Garnier pour un Juvénat Lycéen.



Objectifs et enjeux de l'action : Faciliter l'accès à l'enseignement supérieur de jeunes calédoniens en vue de susciter l'émergence de cadres kanaks locaux dont la Nouvelle Calédonie a besoin. Cette action s'intègre dans la poursuite de la politique de rééquilibrage socio-culturel inscrite dans les accords de Nouméa.

Public concerné : Environ 70 lycéens (répartis en Secondes, Premières et Terminales) originaires en majorité des Provinces des Iles et du Nord. Les élèves sont essentiellement mélanésiens, en sections d'enseignement général L et E.S mais en majorité S.

La mission consiste en du soutien scolaire auprès de ces lycéens. La durée et la période correspondent à l'année scolaire néo-calédonienne ; le Juvénat accepte aussi les candidatures pour une demi-année.

La demande porte désormais sur 3 postes de répétiteurs dans 3 disciplines :

1 en S.V.T, 1 en Physique-Chimie et 1 en Philosophie.

Pour tous renseignements et candidatures contacter Marie-Ange MORELLE par courriel (mamorelle@gmail.com) ou téléphone (06 70 49 11 14).

Une réunion de « tuilage » et d'informations sera organisée pendant les Journées Nationales du GREF au Barcarès du 10 au 16 septembre 2021. ■
